

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-
durable.gouv.fr

Nevers, le 30/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

publié sur 

ARQUUS CMCO

120 Quai André Malraux
58600 Garchizy

Références : 250037
Code AIOT : 0005426238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement ARQUUS CMCO implanté 120 Quai André Malraux 58600 Garchizy.

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une visite réactive suite à écoulement d'hydrocarbures dans La Loire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARQUUS CMCO
- 120 Quai André Malraux 58600 Garchizy
- Code AIOT : 0005426238 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société ARQUUS à Garchizy est un site sécurisé qui s'étend sur 60 000 m² de surface de bâtiment. Environ 350 personnes travaillent sur le site. Les principales activités sont :

- maintenance et réparation des véhicules,
- industrialisation et fabrication de cabines blindées,
- plate-forme logistique (distribution de pièces de rechanges).

Contexte de l'inspection : Contexte de l'inspection

Thèmes de l'inspection : Accident

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'exploitant a été très réactif. Des mesures ont immédiatement été mises en œuvre pour contenir la pollution, et rechercher les causes de l'incident.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention des accidents et des pollutions accidentelles, y compris par les	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 7	Demande d'action corrective	2 Mois
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 Mois
4	État des matières sèches	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 Mois
5	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	2 Mois
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective	2 Mois
7	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration accident ou incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	
8	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Une lettre de suite préfectorale va être envoyée à l'exploitant demandant de :

- transmettre le registre de notification des incidents faisant apparaître l'évènement ;
- procéder à un prélèvement sur le rejet RE3 et l'envoyer en analyse pour déterminer le produit ;
- transmettre le rapport d'analyse du RE3 à l'issue ;
- transmettre un plan des réseaux actualisé (en précisant l'identification des ovoïdes et des obturateurs) ;
- s'assurer de l'entretien des ovoïdes et des obturateurs d'ovoïdes ;
- transmettre le registre d'entretien comprenant l'entretien des ovoïdes et des obturateurs ;
- transmettre la procédure du sous-traitant concernant l'opération de curage (celle-ci doit prévoir de confiner le site avant tout entretien, surtout avec des pressions importantes) ;
- modifier la procédure interne de gestion des incidents (ajouter de faire une recherche de polluant dans ces scénarios) ;
- prévoir de fermer les obturateurs avant tout travaux ;
- former le personnel sur la conduite à tenir en cas de pollution, avec mise en situation (activation du dispositif), et s'assurer de la bonne compréhension ;
- mettre à jour la procédure afin qu'en cas de pollution accidentelle, le personnel active directement le dispositif d'obturation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accident ou incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Situation administrative Déclaration accident ou incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a reçu un appel le 21/01/2025 pour un incident relatif à la présence d'hydrocarbures lors du curage d'une canalisation d'eau pluviale (canalisation avec point de rejet en milieu naturel - La Loire, appelé "ovoïde"). Le site compte trois ovoïdes. Une partie de l'ovoïde n°3 était totalement ensablé et ne permettait pas d'évacuer correctement les eaux de pluie du site. Un curage a été demandé au sous-traitant 1 pour rétablir le passage de l'eau dans cette canalisation, pour une intervention le 21 janvier 2025. Ces derniers ont piloté l'opération avec, en appui technique, une équipe du sous-traitant 2, équipés d'un camion hydrocureur permettant de déboucher la canalisation (buse à 200 bar), et d'un autre camion pompant les boues résultantes (déchet). Ces équipes sont les mêmes qui réalisent habituellement le curage des séparateurs d'hydrocarbures. Lors du curage, les opérateurs du sous-traitant 1 ont identifié une odeur suspecte d'hydrocarbures lors du curage. La société indique que des hydrocarbures ont pu se loger et sécher avec le temps se décrochant et finissant en suspension dans l'eau, origine difficilement déterminable. Un scénario similaire se serait produit sur un autre site lors d'une opération identique. Il est demandé d'enclencher immédiatement l'obturateur pour confiner le site. Le responsable de chantier (interne) contacte immédiatement l'animateur HSE pour connaître la

marche à suivre, à savoir l'activation de l'obturateur. Le directeur valide la décision.

Après isolement, il est constaté de toutes petites taches d'irisation en bord de Loire.

Le SDIS a été contacté afin de vérifier si une pollution de la Loire a bien eu lieu, et si besoin la mise en place des moyens de protection (barrage flottant, pompage...). Aucune pollution détectée malgré une vérification sur les bords de Loire sur plusieurs centaines de mètres.

Toutefois, la vérification des eaux confinées en amont de l'obturateur ont montré une pollution (aspect plus visqueux, avec irisation en surface).

Des prélèvements et une analyse avaient été réalisés en décembre. Les résultats étaient satisfaisants et ne présentant pas de traces d'hydrocarbures dans l'ovoïde.

Les prestataires ont en parallèle pompé le contenu pollué de l'ovoïde afin de l'envoyer en centre de traitement.

L'exploitant a demandé immédiatement le prélèvement d'un échantillon lors de l'incident pour analyse, afin de définir le type de polluant.

Il a également demandé une analyse ultérieure dans les plus brefs délais.

Des agents de la police de l'environnement (OFB) n'ont constaté également aucune pollution de la Loire.

L'IIC s'est rendu sur place le 23/01/2025 afin de constater l'incident. Il a rencontré le directeur et l'animateur sécurité environnement.

Il a demandé qu'une fiche de notification d'incident ainsi qu'un rapport soient adressés à la DREAL. Ceux-ci ont été adressés le 22/01/2025.

Dès l'incident, la direction a communiqué à l'ensemble des managers ainsi qu'aux différents responsables de sites en France de l'incident.

Un retour d'expérience a été réalisé, une première analyse a permis de mettre en avant certaines actions correctives.

La réactivité et l'organisation du site a été positivement remarquée par le SDIS.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions accidentelles, y compris par les

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 7

Thème(s) : Risques accidentels Prévention des accidents et des pollutions accidentelles, y compris par les

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

Constats :

Lors de la visite sur site, l'IIC constate l'absence de confinement préventif du réseau. En effet, la mise en place d'un ballon de confinement (à défaut, l'activation de l'obturateur) aurait isolé le site, prévenant ainsi tout risque de pollution de la Loire.

La présence d'hydrocarbures dans l'ovoïde est également une des causes de cet incident. L'entretien n'a jamais été réalisé (depuis plus de 10 ans selon, l'exploitant).

L'arrêté préfectoral fait mention uniquement de la désignation et la localisation des points de rejet. Les conditions d'entretien des canalisations ne font mention d'aucune récurrence de nettoyage particulière. Seuls les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'une mention particulière.

L'inspection demande de :

- transmettre le registre de notification des incidents faisant apparaître l'évènement ;
- procéder à un prélèvement sur le rejet RE3 et l'envoyer en analyse pour déterminer le produit ;
- transmettre le rapport d'analyse du RE3 à l'issue.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 3 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels Localisation des risques

Prescription contrôlée :

Localisation des risques.

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Le site possède trois grandes canalisations d'eaux pluviales permettent de centraliser les eaux de pluies du site pour les rejeter vers le milieu naturel (Loire).

Ces grandes canalisations sont aussi appelées des ovoïdes.

Une partie de l'ovoïde n° 3 était totalement ensablée et ne permettait pas d'évacuer correctement les eaux de pluie du site.

Un curage a été demandé à leur sous-traitant 1 pour rétablir le passage de l'eau dans cette canalisation.

Ces derniers ont piloté l'opération avec, en appui technique, une équipe ddu sous traitant 2, équipés d'un camion hydrocureur permettant de déboucher la canalisation (buse à 200 bar), et d'un autre camion pompant les boues résultante (déchet).

L'ovoïde n° 3, distant de plusieurs centaines de mètres, était totalement ensablé et ne permettait pas d'évacuer correctement les eaux de pluie du site.

Des consignes en cas de déversement accidentel sont expliquées à toute personne intégrant l'entreprise.

Les mêmes consignes sont intégrées dans les plans de prévention des entreprises extérieures. Les sous-traitants ont donc aussi cette information.

Le plan des réseaux ne fait pas apparaître la localisation des trois ovoïdes ni les obturateurs de ces ovoïdes.

Les ovoïdes non jamais fait l'objet d'entretien, par contre les obturateurs sont bien contrôlés annuellement.

L'exploitant doit :

- s'assurer de l'entretien des ovoïdes ;
- transmettre le registre d'entretien comprenant les ovoïdes et les obturateurs.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 4 : État des matières sèches

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels État des matières sèches

Prescription contrôlée :

État des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Des résidus d'hydrocarbures étaient collés aux parois de l'ovoïde n° 3, ceux-ci ont été décrochés de la paroi avec la forte pression lors du nettoyage. L'exploitant indique ne pas connaître la nature des polluants (ceux-ci ont été détectés avec l'eau stagnante lors de la fermeture des obturateurs).

L'exploitant doit identifier la nature du produit et transmettre l'information à l'inspection.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	2 Mois

N° 5 : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; • la tenue à jour des procédures ; • le test des procédures incident/ accident ; • la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les ovoïdes n'ont jamais fait l'objet d'un entretien (ne sont pas intégrés au plan d'entretien).</p> <p>Lors de l'incident, les salariés ont hésité à activer l'obturateur.</p> <p>Une conduite à tenir en cas de pollution est en place au sein de l'établissement.</p> <p>Les mêmes consignes sont intégrées dans les plans de prévention des entreprises extérieures. Les</p>

sous-traitants ont donc aussi cette information.

L'inspection demande de :

- transmettre la procédure du sous-traitant concernant l'opération de curage (celle-ci doit prévoir de confiner le site avant tout entretien, surtout avec des pressions importantes) ;
- transmettre le registre d'entretien comprenant l'entretien des ovoïdes et des obturateurs ;
- modifier la procédure interne de gestion des incidents (ajouter de faire une recherche de polluant dans ces scénarios) ;
- s'assurer du contrôle périodique des ovoïdes et des systèmes obturateurs d'ovoïde ;
- prévoir de fermer les obturateurs avant tout travaux.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Risques accidentels Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Formation du personnel.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

Une conduite à tenir en cas de pollution est en place au sein de l'établissement.

Toute personne qui intègre l'entreprise passe par un accueil sécurité environnement en salle (2 h visite succincte du site 30 min) dans lequel les règles de sécurité et d'environnement sont expliquées. Les consignes en cas d'urgence y sont détaillées, notamment sur les déversements accidentels.

Cette consigne prévoit qu'en cas de déversement accidentel, le responsable de secteur est

immédiatement alerté :

- si l'incident est maîtrisable, le personnel doit s'équiper des équipements de protection fournis dans le kit anti-pollution,
- si l'incident n'est pas maîtrisable, le service HSE et le poste de garde sont informés en demandant la fermeture des ovoïdes.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les agents avaient hésité à activer le dispositif d'obturation (non pas par méconnaissance de la conduite à tenir).

L'exploitant indique qu'il va renouveler le message qu'en cas de pollution accidentelle non maîtrisable, les agents doivent absolument activer la fermeture des ovoïdes, sans un circuit de décision défini.

L'inspection demande de :

- former le personnel sur la conduite à tenir en cas de pollution, avec mise en situation (activation du dispositif) ;
- mettre à jour la procédure afin qu'en cas de pollution accidentelle, le personnel active directement le dispositif d'obturation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :

Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

La conduite à tenir en cas de pollution a été adressée à l'inspection. Celle-ci mentionne les différentes opérations à effectuer. Toute personne qui intègre l'entreprise passe par un accueil sécurité environnement en salle (2 h visite succincte du site 30 min) dans lequel les règles de sécurité et d'environnement sont expliquées.

Le plan des réseaux ne mentionne pas la localisation des ovoïdes ni des obturateurs. Ceux-ci n'ont jamais fait l'objet d'entretien.

L'inspection demande :

- de s'assurer de la bonne compréhension de la conduite à tenir en cas de pollution ;
- de réactualiser le plan des réseaux en indiquant la localisation des ovoïdes et des obturateurs ;
- d'intégrer l'entretien de ces dispositifs dans le plan d'entretien.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Des kits anti-pollution sont disponibles et répartis au sein de l'établissement (petits et grands volumes).

La dotation est faite à chaque utilisation.

L'exploitant a transmis le plan de répartition de ceux-ci.

Il indique qu'une commande est en cours pour acquérir des nouveaux kits grand volume, couvrant 6 nouvelles zones.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :